

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4399

[C — 2002/28159]

28 NOVEMBRE 2002. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 7 décembre 2001 conclu entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone concernant le développement des services et des emplois de proximité (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 7 décembre 2001 conclu entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone concernant le développement des services et des emplois de proximité.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2002-2003*

Documents du Conseil, 391 (2001-2002) n^{os} 1 et 2.

Compte-rendu intégral, séance publique du 20 novembre 2002.

Discussion, vote.

—
Accord de Coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone
concernant le développement des services et des emplois de proximité

Vu les articles 1^{er}, 39 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 6 et 92bis, § 1^{er}, modifiés par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par la loi du 18 juillet 1990, notamment l'article 55bis;

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité;

Considérant qu'il est nécessaire qu'un accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone soit conclu en ce qui concerne les services et emplois de proximité afin de stimuler de la manière la plus efficace la création d'emplois liée à ces travaux et services, notamment en faveur des demandeurs d'emploi inscrits dans les Agences locales pour l'emploi;

Considérant que les parties contractantes entendent soutenir l'émergence d'emplois salariés et créer des emplois notamment pour les chômeurs qui sont actuellement inscrits dans les Agences locales pour l'emploi;

Considérant en effet que, contrairement aux emplois créés par le biais des titres-services, les Agences locales pour l'emploi n'offrent pas de contrat de travail selon la loi du 3 juillet 1978 et laissent les prestataires de service assimilés à des chômeurs pour tout ce qui ne concerne pas leurs prestations

Considérant que par ce système, les consommateurs pourront bénéficier d'une offre de service prestés de manière professionnelle par des travailleurs salariés;

L'Etat fédéral, représenté par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de l'Emploi et du Tourisme;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre wallon de l'Emploi et de la Formation;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et du Sport,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Les parties contractantes s'engagent à prendre, chacune dans le cadre de ses compétences, les mesures nécessaires au bon fonctionnement d'un système permettant, au travers de titres-services, le développement des services et des emplois de proximité.

Art. 2. Les Régions et la Communauté germanophone agréent les entreprises qui peuvent effectuer des travaux ou services de proximité qui seront payés à l'aide d'un titre-service.

Cet agrément se base sur les compétences des Régions et de la Communauté germanophone en matière d'emploi, de politique économique et financière.

L'agrément est donné après avis d'une commission d'agrément dont la composition sera déterminée en concertation avec les partenaires sociaux.

En ce qui concerne les services d'aide aux personnes, un agrément préalable à celui de la Région doit être octroyé par l'autorité compétente en ce qui concerne l'aspect qualitatif et de sécurité des services fournis, conformément au second alinéa de l'article 2, 6° de la loi.

Les agréments sont octroyés par les Régions et la Communauté germanophone en tenant compte des critères définis dans la loi visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, notamment le fait qu'il doit s'agir d'emplois au moins à mi-temps et d'activités économiques nouvelles.

Art. 3. Pour être agréées, les entreprises ne peuvent être redevables, au moment de leur demande, d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de Sécurité sociale ou par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci; ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles existe un plan d'apurement dûment respecté.

D'autre part, les sociétés commerciales doivent en outre répondre aux conditions suivantes :

1° ne pas se trouver en état de faillite;

2° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

3° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, des personnes ayant été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 35, 6°, 63^{ter}, 123, alinéa 2, 7° ou 133^{bis}, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément.

Art. 4. La société émettrice des titres-services est choisie par l'Office national de l'Emploi après appel d'offres. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à respecter ce choix et à exécuter de bonne foi les modalités pratiques du contrat conclu avec cette société.

Art. 5. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à verser à la société émettrice une intervention financière par heure prestée au profit des utilisateurs domiciliés sur leur territoire respectif, sur la base des titres-services validés par cette société et remis par les utilisateurs aux entreprises qu'elles ont agréées.

Sur cette base, l'Etat fédéral s'engage à verser un montant équivalent à la société émettrice.

Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à respecter les limites des budgets fixés à l'article 6 du présent accord de coopération pour les budgets 2001 et 2002.

Art. 6. Pour assurer le paiement de l'intervention financière visée à l'article 5 :

- la Région flamande s'engage à verser 560 millions de francs par an;
- la Région wallonne s'engage à verser 330 millions de francs par an;
- la Région de Bruxelles-Capitale s'engage à verser 100 millions de francs par an;
- la Communauté germanophone s'engage à verser 10 millions de francs par an;

en fonction des titres-services remis par les utilisateurs domiciliés sur leur territoire.

L'Etat fédéral s'engage à verser 1 milliard de francs par an selon la même clef de répartition, en fonction des titres-services utilisés.

Les montants visés aux alinéas précédents, ne peuvent venir en déduction des budgets actuellement consacrés aux politiques de l'emploi.

Art. 7. Les Régions et la Communauté germanophone déterminent par accord de coopération les conditions et la procédure d'agrément des entreprises.

Art. 8. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à se communiquer les motifs de retrait d'agrément des entreprises.

L'Etat fédéral (Office national de l'Emploi) s'engage à avertir les Régions et la Communauté germanophone des abus qu'il constaterait dans le cadre des pouvoirs de contrôle dont il dispose.

La Région ou la Communauté compétente s'engage à prendre les mesures visant à examiner le retrait éventuel de l'agrément de l'entreprise concernée.

En cas de récupération d'interventions indûment accordées, la partie au présent accord de coopération qui prend l'initiative de la procédure de récupération s'engage, dans la mesure du possible, à organiser la récupération de la totalité de l'intervention et à retourner la moitié de celle-ci à l'autre partie.

Art. 9. Les Régions et la Communauté germanophone peuvent choisir d'intervenir dans le cadre du présent accord de coopération pour les activités qu'elles sélectionnent parmi les secteurs des travaux et services de proximités visés à l'article 2, 3° de la loi et déterminer le public-cible de la mesure et les types d'entreprises pouvant être agréées.

Art. 10. Le présent accord de coopération ne peut pas entraîner la réduction des aides financières récurrentes et/ou subsides récurrents octroyés jusqu'à présent pour les activités visées par le présent accord.

Art. 11. Les interventions financières de chacune des parties au présent accord de coopération peuvent être présentées comme cofinancement public dans le cadre des Fonds structurels européens.

Art. 12. Les arrêtés royaux d'exécution de la loi visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité feront l'objet d'une discussion préalable entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone.

Art. 13. Les parties signataires du présent accord mettront sur pied un système de contrôle commun afin de pouvoir déterminer si le total du nombre d'heures attribuées ne dépasse pas le montant fixé pour l'année budgétaire.

Art. 14. Une évaluation qualitative et quantitative du dispositif sera menée en concertation entre les signataires du présent accord, visant à mettre en évidence les impacts, notamment en matière d'emplois et budgétaire comprenant les coûts bruts et nets pour chacune des parties. En particulier, l'évaluation comprendra les impacts financiers sur les finances publiques de l'Etat fédéral, des Régions et de la Communauté germanophone et notamment les recettes T.V.A., les recettes des impôts sur les personnes physiques, les recettes des impôts sur les sociétés, les recettes et les dépenses en matière d'O.N.S.S. et d'allocations de chômage.

Les recettes et les dépenses pour chacune des parties provenant du fonctionnement de ce système sera pris en compte dans le budget affecté dans les années ultérieures.

Sur base de cette évaluation, le présent accord de coopération sera réexaminé un an après sa mise en œuvre afin d'en revoir, le cas échéant, certains aspects, notamment les contributions relatives à chacune des parties.

Les parties signataires demanderont au Bureau du Plan d'effectuer cette évaluation.

Art. 15. Le présent accord de coopération entre en vigueur au moment où les Parlements régionaux et le Conseil de la Communauté germanophone ont ratifié celui-ci.

Fait à Bruxelles, le en exemplaire(s) original(aux)
(néerlandais, français, allemand)

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre de l'Emploi et de la Politique de l'Egalité des Chances,
Mme L. ONKELINX

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
F.-X. de DONNEA

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,
E. TOMAS

Pour la Région Wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président,
P. DEWAEL

Le Ministre de l'Emploi et du Tourisme,
R. LANDUYT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président, Ministre de l'Emploi de la Politique des Handicapés,
des Médias et des Sports,
K.-H. LAMBERTZ

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 4399

[C — 2002/28159]

28. NOVEMBER 2002 — Dekret zur Genehmigung des am 7. Dezember 2001 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt einen in Artikel 39 der Verfassung angeführten Bereich.

Art. 2 - Das am 7. Dezember 2001 abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich wird genehmigt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. November 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2002-2003*

Dokumente des Rates : 391 (2001-2002) Nr. 1 und 2

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 20. November 2002

Diskussion und Abstimmung

Zusammenarbeitsabkommen Zwischen dem Föderalstaat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft
über die Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich

Aufgrund der Artikel 1, 39 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6 und des Artikels 92bis § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, insbesondere des Artikels 42; Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990, insbesondere des Artikels 55bis;

Aufgrund des Gesetzes vom 20 Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich;

In der Erwägung, dass der Abschluss eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf Dienstleistungen und Arbeitsplätze im Nahbereich notwendig ist, damit die Schaffung von Arbeitsplätzen, die mit diesen Arbeiten und Dienstleistungen verknüpft sind, insbesondere zugunsten von Arbeitssuchenden, die bei Lokalen Beschäftigungsagenturen eingeschrieben sind, bestmöglich gefördert wird;

In der Erwägung, dass die Vertragspartner die Entstehung bezahlter Arbeitsplätze fördern möchten und insbesondere für Arbeitslose, die zurzeit bei Lokalen Beschäftigungsagenturen eingeschrieben sind, Arbeitsplätze schaffen möchten;

In der Erwägung, dass im Gegensatz zu den durch Dienstleistungsschecks geschaffenen Arbeitsplätzen die Lokalen Beschäftigungsagenturen keinen Arbeitsvertrag gemäß dem Gesetz vom 3. Juli 1978 anbieten und die Dienstleistungserbringer bezüglich aller Aspekte, die nicht ihre Dienstleistungen betreffen, Arbeitslosen gleichgestellt bleiben;

In der Erwägung, dass der Verbraucher durch dieses System professionelle, von Lohnempfängern erbrachte Dienstleistungen erhalten kann;

Haben

Der Föderalstaat, vertreten durch den Vizepremierminister und Minister der Beschäftigung,

Die Flämische Region, vertreten durch ihre Regierung, in der Person des Minister-Präsidenten und in der Person des Ministers der Beschäftigung und des Tourismus,

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, in der Person des Minister-Präsidenten und in der Person des Wallonischen Ministers der Beschäftigung und der Ausbildung;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihre Regierung, in der Person des Minister-Präsidenten und in der Person des Ministers der Beschäftigung, der Wirtschaft, der Energie und des Wohnungswesens;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, in der Person des Minister-Präsidenten, Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport,

Das folgende vereinbart:

Artikel 1 - Die Vertragspartner verpflichten sich, jeder im Rahmen seines Befugnisbereichs, die notwendigen Maßnahmen für die reibungslose Funktionsweise eines Systems zu ergreifen, das mittels Dienstleistungsschecks die Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich ermöglicht.

Art. 2 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft erteilen Unternehmen eine Zulassung, die Arbeiten oder Dienstleistungen im Nahbereich durchführen können, welche mittels eines Dienstleistungsschecks vergütet werden.

Diese Zulassung beruht auf den Befugnissen der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Sachen Beschäftigung, Wirtschafts- und Finanzpolitik.

Die Zulassung wird nach Stellungnahme einer Zulassungskommission erteilt, deren Zusammensetzung in Absprache mit den Sozialpartnern festgelegt wird.

Bezüglich Hilfeleistungen für Personen muss vor der von der Region zu erteilenden Zulassung gemäß Artikel 2 Absatz 2 Nr. 6 des Gesetzes eine Zulassung von der zuständigen Behörde hinsichtlich des qualitativen Aspekts und der Sicherheit der erbrachten Dienstleistungen erteilt werden.

Die Zulassungen werden von den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft unter Berücksichtigung der Kriterien erteilt, die im Gesetz zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich definiert sind, insbesondere unter Berücksichtigung des Umstands, dass es sich mindestens um Halbzeitstellen und neue Wirtschaftstätigkeiten handeln muss.

Art. 3 - Um zugelassen zu werden, dürfen die Unternehmen zum Zeitpunkt der Antragstellung keine ausstehenden Steuerbeträge, Beiträge an das Landesamt für soziale Sicherheit oder an einen Fonds für Existenzsicherheit oder für dessen Rechnung schulden. Beträge, für die ein ordnungsgemäß eingehaltener Tilgungsplan besteht, gelten nicht als ausstehende Beträge.

Handelsgesellschaften müssen darüber hinaus folgende Bedingungen erfüllen:

1° sich nicht in Konkurs befinden,

2° unter den Verwaltern, Geschäftsführern, Personen, die Verbindlichkeiten für die Gesellschaft eingehen können, oder Beauftragten darf es keine Personen geben, denen die Ausübung solcher Funktionen aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 22 vom 24. Oktober 1934 zur Einführung eines für bestimmte Verurteilte und für Konkurschuldner geltenden Verbots, bestimmte Ämter, Berufe oder Tätigkeiten auszuüben, untersagt ist,

3° unter den Verwaltern, Geschäftsführern, Beauftragten oder Personen, die Verbindlichkeiten für die Gesellschaft eingehen können, darf es keine Personen geben, die in einem Zeitraum von fünf Jahren vor dem Zulassungsantrag in Anwendung von Artikel 35 Nr. 6, Artikel 63ter, Artikel 123 Absatz 2 Nr. 7 oder Artikel 133bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften für Verbindlichkeiten oder Schulden einer in Konkurs befindlichen Gesellschaft verantwortlich erklärt worden sind.

Art. 4 - Die Gesellschaft, die die Dienstleistungsschecks ausgibt, wird vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung nach einem Angebotsaufruf ausgewählt. Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, diese Wahl zu respektieren und die praktischen Modalitäten des mit dieser Gesellschaft geschlossenen Vertrags gutgläubig auszuführen.

Art. 5 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, der ausgebenden Gesellschaft eine finanzielle Beteiligung pro geleistete Stunde zugunsten der Benutzer, die auf ihrem jeweiligen Gebiet ihren Wohnsitz haben, zu zahlen, und zwar auf der Grundlage der von dieser Gesellschaft validierten Dienstleistungsschecks, die den zugelassenen Unternehmen von den Benutzern übergeben werden.

Auf dieser Grundlage verpflichtet sich der Föderalstaat, der ausgebenden Gesellschaft einen gleichwertigen Betrag zu zahlen.

Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, für die Haushaltspläne 2001 und 2002 die in Artikel 6 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens festgelegten Haushaltsgrenzen einzuhalten.

Art. 6 - Um die Zahlung der in Artikel 5 erwähnten finanziellen Beteiligung zu gewährleisten:

- verpflichtet sich die Flämische Region, 560 Millionen Franken pro Jahr zu zahlen,

- verpflichtet sich die Wallonische Region, 330 Millionen Franken pro Jahr zu zahlen,

- verpflichtet sich die Region Brüssel-Hauptstadt, 100 Millionen Franken pro Jahr zu zahlen,

- verpflichtet sich die Deutschsprachige Gemeinschaft, 10 Millionen Franken pro Jahr zu zahlen, entsprechend den Dienstleistungsschecks, die von den Benutzern, die auf ihrem jeweiligen Gebiet ihren Wohnsitz haben, übergeben werden.

Der Föderalstaat verpflichtet sich, 1 Milliarde Franken pro Jahr gemäß demselben Verteilerschlüssel zu zahlen entsprechend den benutzten Dienstleistungsschecks.

Die in den vorangehenden Absätzen erwähnten Beträge dürfen nicht von den zurzeit für Beschäftigungspolitik vorbehaltenen Mitteln abgezogen werden.

Art. 7 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft legen die Bedingungen und das Verfahren für die Zulassung von Unternehmen in einem Zusammenarbeitsabkommen fest.

Art. 8 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, sich die Gründe für den Entzug der Zulassung von Unternehmen gegenseitig mitzuteilen.

Der Föderalstaat (Landesamt für Arbeitsbeschaffung) verpflichtet sich, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft Missbräuche zu melden, die er im Rahmen der ihm zur Verfügung stehenden Kontrollbefugnisse feststellt.

Die zuständige Region oder Gemeinschaft verpflichtet sich, Maßnahmen zu treffen, um zu prüfen, ob dem betreffenden Unternehmen die Zulassung eventuell entzogen werden sollte.

Im Fall einer Rückforderung unrechtmäßig gewährter Beteiligungen verpflichtet sich die Partei des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, die ein Rückforderungsverfahren anstrengt, die Rückforderung nach Möglichkeit so zu gestalten, dass die gesamte Beteiligung zurückgezahlt wird und die Hälfte davon der anderen Partei rückerstattet wird.

Art. 9 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft haben die Wahl, im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens für Tätigkeiten einzutreten, die sie unter den in Artikel 2 Nr. 3 des Gesetzes erwähnten Arbeitssektoren und Dienstleistungen im Nahbereich wählen, und das Zielpublikum dieser Maßnahme und die Arten von Unternehmen, die zugelassen werden können, zu bestimmen.

Art. 10 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen darf nicht zu einer Minderung der wiederkehrenden finanziellen Beihilfen und/oder der wiederkehrenden Zuschüsse führen, die bis jetzt für die von vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen betroffenen Tätigkeiten gewährt werden.

Art. 11 - Die finanziellen Beteiligungen jeder der Parteien des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens können als öffentliche Kofinanzierung im Rahmen der Europäischen Strukturfonds geltend gemacht werden.

Art. 12 - Die Königlichen Erlasse zur Ausführung des Gesetzes zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich bilden den Gegenstand einer vorherigen Diskussion zwischen dem Föderalstaat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 13 - Die unterzeichnenden Parteien des vorliegenden Abkommens erstellen ein gemeinsames Kontrollsystem, um feststellen zu können, ob die Gesamtzahl zuerkannter Stunden den für das Haushaltsjahr festgelegten Betrag nicht übersteigt.

Art. 14 - Eine qualitative und quantitative Evaluation des Systems wird in Absprache zwischen den Unterzeichnern des vorliegenden Abkommens durchgeführt, wobei die Auswirkungen des Abkommens, insbesondere in den Bereichen Arbeitsplätze und Haushaltsplan einschließlich der Brutto- und Nettokosten für jede Partei, sichtbar gemacht werden sollen. Die Evaluation umfasst im Besonderen die finanziellen Auswirkungen auf die öffentlichen Finanzen des Föderalstaates, der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft und insbesondere die Mehrwertsteuereinnahmen, die Einnahmen aus der Einkommensteuer der natürlichen Personen, die Einnahmen aus der Körperschaftsteuer, die Einnahmen und die Ausgaben im Bereich LASS und Arbeitslosengeld.

Die aus der Funktionsweise dieses Systems herrührenden Einnahmen und Ausgaben jeder der Parteien werden in dem Haushaltsplan der nachfolgenden Jahre berücksichtigt.

Auf der Grundlage dieser Evaluation wird vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen ein Jahr nach seiner Umsetzung erneut überprüft, damit gegebenenfalls bestimmte Aspekte, insbesondere die Beiträge jeder der Parteien, revidiert werden.

Die unterzeichnenden Parteien bitten das Planbüro, diese Evaluation vorzunehmen.

Art. 15 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt zu dem Zeitpunkt in Kraft, an dem es von den Regionalparlamenten und dem Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft ratifiziert worden ist.

Gegeben zu Brüssel, den in Original(en)

(Niederländisch, Französisch, Deutsch)

Für den Föderalstaat:

Ministerin der Beschäftigung und der Politik der Chancengleichheit,
Frau L. ONKELINX

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Minister-Präsident,
F.-X. de DONNEA

Minister der Beschäftigung, der Wirtschaft, der Energie und des Wohnungswesens,
E. TOMAS

Für die Wallonische Region:

Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Für die Flämische Region:

Minister-Präsident,
P. DEWAELE

Minister der Beschäftigung und des Tourismus,
R. LANDUYT

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Minister-Präsident, Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport,
K.-H. LAMBERTZ

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 4399

[C — 2002/28159]

28 NOVEMBER 2002. — **Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 7 december 2001 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van buurtdiensten en -banen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het Samenwerkingsakkoord van 7 december 2001 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van buurtdiensten en -banen wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—————
Nota

(1) *Zitting 2002-2003*

Stukken van de Raad 391 (2001-2002) Nrs. 1 en 2

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 november 2002

Bespreking - Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap
betreffende de ontwikkeling van buurtdiensten en -banen

Gelet op de artikelen 1, 39 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6 en 92bis, §1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van de buurtdiensten en -banen;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitse Gemeenschap een Samenwerkingsakkoord wordt gesloten over de buurtdiensten en -banen om zo doeltreffend mogelijk banen te scheppen die verbonden zijn aan deze werken en diensten; inzonderheid ten voordele van de werkzoekenden die ingeschreven zijn in de Plaatselijke Werkgelegenheidsagentschappen.

Overwegende dat de contracterende partijen het aan de oppervlakte brengen van bezoldigde banen willen ondersteunen en banen willen sheppen in het bijzonder voor de werklozen die op dit ogenblik ingeschreven zijn bij de Plaatselijke Werkgelegenheidsagentschappen;

Onverwegende dat de Plaatselijke Werkgelegenheidsagentschappen inderdaad, in tegenstelling tot de banen die gecreeerd worden via de dienstencheques, geen arbeidsovereenkomsten volgens de wet van 3 juli 1978 bieden en de betrokken dienstverleners gelijkstellen met werklozen voor al wat geen betrekking heeft op hun PWA-prestaties;

Overwegende dat via dit stelsel de gebruikers zullen kunnen genieten van een aanbod van diensten die op een professionele manier worden geleverd door bezoldigde werknemers;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Vlaamse Minister van Werkgelegenheid en Toerisme;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Waalse Minister van Werkgelegenheid en Vorming;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister President en Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,

Kwamen het volgende overeen :

Artikel 1. De contracterende partijen verbinden zich ertoe, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen te nemen voor de goede werking van een stelsel dat de ontwikkeling van buurtdiensten en -banen mogelijk maakt door middel van dienstencheques.

Art. 2. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap erkennen de ondernemingen die buurtwerken of -diensten mogen uitoefenen die vergoed zullen worden door middel van een dienstencheque.

Deze erkenning gaat uit van de bevoegdheden van de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap op het vlak van werkgelegenheid en economisch en financieel beleid.

De erkenning gebeurt na advies van een erkenningscommissie waarvan de samenstelling zal bepaald worden in overleg met de sociale partners.

Wat de diensten van bijstand aan personen betreft, moet er voorafgaand aan de erkenning door het Gewest een erkenning verleend worden door de bevoegde overheid voor wat betreft het aspect van de kwaliteit en de veiligheid van de geleverde diensten, in overeenstemming met het tweede lid van artikel 2, 6°, van de wet.

De erkenningen gebeuren door de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap rekening houdend met de criteria die werden vastgelegd in de wet tot bevordering van buurtdiensten en -banen, inzonderheid het feit dat het moet gaan om minstens halftijdse banen en om nieuwe economische activiteiten.

Art. 3. Om erkend te worden, mogen de ondernemingen, op het ogenblik van hun aanvraag, geen achterstallige belastingen verschuldigd zijn noch achterstallige bijdragen te innen door de Rijkdienst voor Sociale Zekerheid of door of voor rekening van fondsen voor bestaanszekerheid; de bedragen waarvoor een aflossingsplan werd opgesteld dat wordt geëerbiedigd, worden niet als achterstallig beschouwd.

Daarnaast moeten de handelsvennootschappen voldoen aan de volgende bijkomende voorwaarden :

1° niet in staat van faillissement verkeren;

2° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, geen personen hebben aan wie het uitoefenen van dergelijke functies verboden is krachtens het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen;

3° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, geen personen hebben die, tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk gesteld zijn voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap met toepassing van de artikelen 35, 6°, 63ter, 123, tweede lid, 7° of 133bis, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 4. Het uitgiftebedrijf wordt gekozen door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening na offerteaanvraag. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe deze keuze te eerbiedigen en de praktische modaliteiten van de met deze onderneming gesloten overeenkomst te goeder trouw uit te voeren.

Art. 5. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe aan het uitgiftebedrijf een financiële tegemoetkoming per gepresteerd uur ten voordele van de gebruikers die gevestigd zijn op hun respectieve grondgebieden over te maken op grond van de dienstencheques die door deze onderneming gevalideerd werden en aan de door hen erkende ondernemingen bezorgd werden.

Op grond hiervan verbindt de Federale Staat zich ertoe een gelijkwaardig bedrag over te maken aan het uitgiftebedrijf.

De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe de limieten te respecteren van de begrotingen die zijn vastgesteld in artikel 6 van dit Samenwerkingsakkoord, voor de begrotingen 2001 en 2002.

Art. 6. Om de betaling van de in artikel 5 bedoelde financiële tegemoetkoming te garanderen :

- verbindt het Vlaamse Gewest zich ertoe 560 miljoen BEF per jaar te bestemmen;
- verbindt het Waalse Gewest zich ertoe 330 miljoen BEF per jaar te bestemmen;
- verbindt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich ertoe 100 miljoen BEF per jaar te bestemmen;
- verbindt de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe 10 miljoen BEF per jaar te bestemmen,

in functie van de dienstencheques die door de gebruikers die gevestigd zijn op hun grondgebied bezorgd werden.

De Federale Staat verbindt zich ertoe 1 miljard BEF per jaar over te maken volgens dezelfde verdeelsleutel in functie van de gebruikte dienstencheques.

De bedragen bedoeld in de vorige alinea's zijn niet aftrekbaar van de budgetten die huidig besteed worden aan de werkgelegenheidsbeleiden.

Art. 7. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap bepalen bij samenwerkingsakkoord de voorwaarden en de procedure voor de erkenning van de ondernemingen.

Art. 8. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe aan elkaar de redenen mee te delen van de intrekking van de erkenning van ondernemingen

De Federale Staat (Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening) verbindt zich ertoe de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap op de hoogte te brengen van de misbruiken die hij zou vaststellen in het kader van de controlebevoegdheden waarover hij beschikt.

Het bevoegde Gewest of de bevoegde Gemeenschap verbindt zich ertoe in dat geval maatregelen te nemen met het oog op het onderzoek van een eventuele intrekking van de erkenning van de betrokken onderneming

In het geval van terugvorderingen van ten onrechte toegekende tegemoetkomingen, verbindt de partij bij dit samenwerkingsakkoord die het initiatief neemt voor de terugvorderingsprocedure zich ertoe om, voor zover mogelijk, de terugvordering te organiseren van de gehele tegemoetkoming en om de helft ervan door te storten aan de andere partij.

Art. 9. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap kunnen in het kader van dit Samenwerkingsakkoord kiezen voor welke activiteiten, die zij selecteren binnen de in artikel 2, 3°, van de wet bepaalde buurtwerken of -diensten, zij een tegemoetkoming verlenen; zij kunnen de doelgroep van de maatregel bepalen alsmede de typen van ondernemingen die kunnen erkend worden.

Art. 10. Dit samenwerkingsakkoord mag geen aanleiding geven tot vermindering van de recurrente financiële steun en/of recurrente toelagen die op dit ogenblik worden toegekend voor de in dit akkoord beoogde activiteiten.

Art. 11. De financiële tegemoetkoming van elke partij bij dit Samenwerkingsakkoord mag worden voorgesteld als openbare co-financiering in het kader van de Europese Fondsen.

Art. 12. De koninklijke besluiten ter uitvoering van de wet tot bevordering van buurtdiensten en -banen zullen het voorwerp uitmaken van een voorafgaandelijk bespreking tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 13. De ondertekenende partijen zullen een gemeenschappelijk monitoringsysteem opzetten teneinde te kunnen vaststellen of het totaal aantal toegekende uren het voor het begrotingsjaar vastgestelde bedrag niet overschrijft.

Art. 14. Een kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van het bepaalde van dit akkoord zal uitgevoerd worden met de bedoeling om de aandacht te vestigen op de gevolgen, in het bijzonder met betrekking tot de arbeidsplaatsen en het budgetaire, met inbegrip van de bruto- en de nettokosten voor elk van de partijen. De evaluatie zal in het bijzonder oog hebben voor de financiële gevolgen voor de openbare financiën van de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap en met name voor de BTW-ontvangsten, de ontvangsten van de personenbelasting, de ontvangsten van de vennootschapsbelasting, de ontvangsten en de uitgaven inzake R.S.Z. en werkloosheidsuitkeringen.

De ontvangsten en uitgaven die voor elk van de partijen voortvloeien uit de werking van dit stelsel, zullen in rekening gebracht worden in de aan te wenden begroting in de daaropvolgende jaren.

Op basis van deze evaluatie, zal dit samenwerkingsakkoord opnieuw onderzocht worden één jaar na zijn inwerkingtreding om indien nodig bepaalde aspecten te herbekijken, in het bijzonder de bijdragen van elk van de partijen.

De ondertekenende partijen zullen het Planbureau vragen om deze evaluatie uit te voeren.

Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op het ogenblik waarop de Gewestelijke Parlementen en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap het bekrachtigd hebben.

Gedaan te, op, in originele exemplaren (Nederlands, Frans en Duits).

Voor de Federale Staat :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Voorzitter,
F.-X. de DONNEA

De Minister van Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting,
E. TOMAS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President :
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Voor de Vlaamse Gewest :

De Minister-President,
P. DEWAELE

De Minister van Werkgelegenheid en Toerisme,
R. LANDUYT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschapsregering
en Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,
K.-H. LAMBERTZ



F. 2002 — 4400

[C - 2002/28148]

28 NOVEMBRE 2002. — Décret portant le suivi des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon rend compte chaque année devant le Parlement wallon de la politique menée conformément aux objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui a eu lieu à Pékin du 4 au 14 septembre 1995. Ce compte rendu contient l'état d'avancement et renferme une évaluation des mesures prises.

Chaque Ministre est tenu de transmettre des informations relatives aux objectifs stratégiques de son département en matière d'égalité entre les femmes et les hommes; les moyens financiers y afférents; la réalisation desdits objectifs et leur évaluation; le nom d'une personne de contact chargée de ses matières soit dans son cabinet, soit dans son département.

Art. 2. Le compte rendu annuel sera introduit le 30 septembre au plus tard.

Art. 3. Disposition transitoire.